



**NATIONS
UNIES**



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr.
GÉNÉRALE

FCCC/CP/2007/2
18 septembre 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES
Treizième session
Bali, 3-14 décembre 2007

Point 2 e) de l'ordre du jour provisoire
Questions d'organisation
Admission d'organisations en qualité d'observateurs

Admission d'observateurs: organisations intergouvernementales ou non gouvernementales

Note du secrétariat

1. L'admission d'organisations intergouvernementales ou non gouvernementales en qualité d'observateurs aux sessions de la Conférence des Parties est régie par le paragraphe 6 de l'article 7 de la Convention, qui dispose notamment que: «Tout organe ou organisme national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, compétent dans les domaines visés par la Convention, qui a fait savoir au secrétariat qu'il souhaitait être représenté à une session de la Conférence des Parties en qualité d'observateur, peut y être admis en cette qualité, à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fasse objection.».
2. À sa première session, la Conférence des Parties a décidé que le secrétariat inviterait aux sessions futures de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires toutes les organisations intergouvernementales ou non gouvernementales admises à cette session et aux sessions ultérieures, à moins qu'une objection concernant telle ou telle organisation ne soit formulée conformément à la Convention et au règlement intérieur actuellement appliqué (FCCC/CP/1995/7, par. 22). Par conséquent, toutes les organisations admises aux sessions précédentes de la Conférence des Parties (à l'exception de celles qui avaient été admises à une seule session) ont été invitées à la treizième session de la Conférence des Parties, sans préjuger des décisions que celle-ci pourrait prendre à cet égard. Seules les organisations qui demandent à participer pour la première fois aux travaux de la Conférence des Parties seront soumises à la procédure d'admission.
3. Le secrétariat a dressé la liste des nouvelles organisations intergouvernementales ou non gouvernementales qui ont fait savoir qu'elles souhaitaient être admises à la treizième session de la Conférence des Parties, pour examen par celle-ci (voir l'annexe du présent document).

4. Pour établir cette liste, le secrétariat a tenu dûment compte des dispositions du paragraphe 6 de l'article 7 de la Convention et de l'usage qui veut que les organisations qui ont le statut d'observateur prouvent qu'elles bénéficient du statut d'organisme à but non lucratif et/ou non assujetti à l'impôt, dans un État Membre de l'Organisation des Nations Unies, d'une institution spécialisée des Nations Unies ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou dans un État partie au Statut de la Cour internationale de Justice.
5. Les membres du Bureau de la Conférence des Parties ont reçu la liste des candidats et n'ont émis aucune objection concernant les organisations inscrites. Ces organisations ont été avisées que le «statut d'admission provisoire» leur avait été accordé, étant entendu qu'il appartenait à la Conférence des Parties de se prononcer en dernier ressort sur leur admission en qualité d'observateurs. Le Bureau a également recommandé que le Forum indonésien de la société civile soit admis à la treizième session seulement, étant entendu qu'il serait invité à se porter à nouveau candidat après cette session s'il souhaitait continuer à participer au processus découlant de la Convention.
6. La Conférence est invitée, à sa première séance, à accorder le statut d'observateur aux organisations intergouvernementales ou non gouvernementales figurant sur la liste jointe en annexe.
7. Les Parties à la Convention qui sont également Parties au Protocole de Kyoto se rappelleront sans doute que le paragraphe 2 c) de la décision 36/CMP.1 dispose que, s'agissant des articles 6 et 7 du projet de règlement intérieur en vigueur:
 - a) Les organisations admises en qualité d'observateurs aux sessions précédentes de la Conférence des Parties seraient admises à la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto;
 - b) Il serait procédé en une seule fois à l'admission des organisations en qualité d'observateurs aux sessions de la Conférence des Parties et de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, les décisions sur l'admission des organisations en qualité d'observateurs étant prises par la Conférence des Parties.

Annexe**List of new applicant organizations for admission as observers at the thirteenth session of the Conference of the Parties****I. Intergovernmental organizations**

1. Commission des Forêts d'Afrique Central (COMIFAC), Yaounde, Cameroon
2. International Development Law Organization (IDLO), Rome, Italy

II. Non-governmental organizations

1. Academia Argentina de Ciencias del Ambiente (AACAA), Buenos Aires, Argentina
2. ActionAid {ActionAid International Foundation} (AA), The Hague, The Netherlands
3. American Chemical Society (ACS), Washington, D.C., United States of America
4. Association Noé 21 (noé21), Geneva, Switzerland
5. Association of Overseas Countries and Territories of the European Union {Association des Pays et Territoires d'Outre Mer de l'Union Européenne} (OCTA), Brussels, Belgium
6. Australian Council for International Development (ACFID), Canberra, Australia
7. Australian National University (ANU), Canberra, Australia
8. Avaaz.org {Avaaz Foundation}, New York, New York, United States of America
9. Bangladesh Resource Centre for Indigenous Knowledge (BARCIK), Dhaka, Bangladesh
10. Brazilian Business Council for Sustainable Development (CEBDS), Rio de Janeiro, Brazil
11. CARE International Foundation {Cooperative for Assistance and Relief Everywhere} (CARE International), Geneva, Switzerland
12. CEDA Trust, Tamil Nadu, India
13. Church Development Service {Evangelischer Entwicklungsdienst} (EED), Bonn, Germany
14. Climate Strategies, London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
15. Climatednet, Hamburg, Germany
16. Comité belge pour les Relations internationales de Jeunesse, (CRIJ), Brussels, Belgium
17. Comité Permanent des Industries du Verre Européennes (CPIV), Brussels, Belgium
18. Danish 92 Group – Forum for Sustainable Development, Copenhagen, Denmark

19. Duke University – Nicholas Institute, Durham, North Carolina, United States of America
20. e8, Montreal, Canada
21. EcoNexus, London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
22. Energie et Developpement Rural (EDR), Kinshasa, Democratic Republic of Congo
23. Environment and Development Association (EDA), Accra, Ghana
24. Environmental Services Association of Nova Scotia (ESANS), Dartmouth, Nova Scotia, Canada
25. ETC Group {Action Group on Erosion, Technology and Concentration} (ETC Group), Ottawa, Ontario, Canada
26. European Climate Forum (ECF), Potsdam, Germany
27. Fauna and Flora International (FFI), Cambridge, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
28. Forest Trends Association, Washington, D.C., United States of America
29. Foundation Environment – Law - Society {Förderverein Umwelt - Recht - Gesellschaft} (FURG), Greifswald, Germany
30. Friends of Environment and Humanity Foundation (FEHUF), Tema, Ghana
31. Fundación IPADE {Instituto de promoción y apoyo al desarrollo} (iPADE), Madrid, Spain
32. Global Canopy Programme {Global Canopy Foundation} (GCP), Oxford, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
33. Global Village Energy Partnership International (GVEP), London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
34. Global Wind Energy Council (GWEC), Brussels, Belgium
35. Groupe des jeunes agronomes actifs pour le developpement integre au Cameroon (GIC-JAADIC), Dschang, Cameroon
36. Grupo de Trabajo Amazónico (GTA), Manaus, Brazil
37. Hong Kong People's Council for Sustainable Development, Hong Kong, China
38. Humane Society International {Humane Society International Inc.} (HSI), Avalon, Australia
39. IBON Foundation, Quezon City, Philippines

40. Indigenous People of Africa Coordinating Committee {Indigenous People of Africa Coordinating Committee Trust} (IPACC), Cape Town, South Africa
41. Indonesian Civil Society Organizations Forum on Climate Change¹ (CSO Forum), Jakarta, Indonesia
42. Institut du Developpement Durable et des Relations International (IDDRI), Paris, France
43. Institute for Conservation and Sustainable Development of the Amazonas (IDESAM), Manaus, Brazil
44. Institution for Transport and Policy Studies (ITPS), Tokyo, Japan
45. International Environmental Law Research Centre (IELRC), Geneva, Switzerland
46. International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington D.C., United States of America
47. International Risk Governance Council (IRGC), Geneva, Switzerland
48. International Trade Union Confederation (ITUC), Brussels, Belgium
49. Nature and Biodiversity Conservation Union {Naturschutzbund Deutschland e.V.} (NABU), Stuttgart, Germany
50. Overseas Development Institute (ODI), London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
51. Oxford Climate Policy, Oxford, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
52. Partenariat National de l'Eau de Côte d'Ivoire (PNECI), Abidjan, Cote d'Ivoire
53. Pusan National University – Marine Research Institute (PNU/MRI), Busan Metro City, Republic of Korea
54. Rainforest Alliance (RA), New York, New York, United States of America
55. Rainforestmaker (RFM), Boston, Massachusetts, United States of America
56. Shell Foundation, London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
57. Tebtebba Foundation (Tebtebba), Baguio, Philippines
58. The Gold Standard Foundation, Basel, Switzerland
59. The Turkish Foundation for Combating Soil Erosion, for Reforestation and the Protection of Natural Habitats (TEMA), Istanbul, Turkey

¹ Recommended for admittance for COP 13 only.

60. The Wilderness Society, Hobart, Tasmania, Australia
61. TheCompensators*, Berlin, Germany
62. Third Generation Environmentalism (E3G), London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
63. Transport Research Foundation (TRF), Wokingham, Berkshire, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
64. University of Guelph – Global Environmental Change Group (GECG), Guelph, Ontario, Canada
65. University of Technology, Sydney (UTS), Sydney, Australia
66. University of Tuscia {Università statale della Tuscia}, Viterbo, Italy
67. Wentworth Group of Concerned Scientists {Purves Environmental Trust}, Sydney, Australia
68. World Future Council {Foundation for promoting the World Future Council} (WFC), Hamburg, Germany
69. World Growth, Arlington, Virginia, United States of America
70. Zeri Foundation, ZERI, Gland, Switzerland
